

Rhizome ou Parti ? Les deux mon capitaine !

lundi 21 novembre 2022, par [Jean-Michel TOULOUSE](#)

I- Quelle est la situation sociale ?

Si l'on observe ce qui se passe dans le pays, on ne manque pas de remarquer un paradoxe qui devient un pur scandale :

> d'un côté un capitalisme débridé qui ne cache pas ses profits ahurissants avec des dividendes de 57,5 milliards d'euros versés aux actionnaires en 2021 soit 33,3 % de plus qu'en 2020, et des PDG qui n'hésitent pas à accroître leurs propres "salaires" dans des proportions honteuses (plus 52 % pour le PDG de Total ces derniers temps !) et qui "gagnent" en un an ce qu'un smicard gagnerait en un millénaire ;

> et de l'autre côté des salaires qui stagnent et même sont dévorés par l'inflation. Emmanuel Macron et autre Bruno Le Maire « mégotent » sur le SMIC, crient victoire en jetant un os à ronger aux gueux sous la table de 3 ou 4 %, ce qui revient à voler 5 à 7 % aux salariés compte tenu du taux d'inflation qui va très vite atteindre 10 %. Bref, "la sobriété subie" comme le dit notre Ministre Madame Pannier-Runacher, pour les 95 % de la population active qui travaille, quand dans le même temps E. Macron empêche l'imposition des sur-profits et torpille un contrôle de l'utilisation des jets, des yachts et de la circulation spéculative des capitaux et des fortunes.

La récession, l'austérité et les privations pour le peuple contre l'étalement ostentatoire de la richesse pour les 0,001 % de parasites qui détournent l'économie à leurs profits. Nous sommes dans le régime oligarchique de la corruption et de l'exploitation par une bourgeoisie faillie qui mène la France au chaos et à la destruction.

Elle a réussi en effet en peu de temps à détruire notre industrie qui ne représente plus que 11 % du PIB contre 23 % avant l'euro (mis en circulation en 2001-2002 comme on le sait). Mais comment s'en étonner lorsque de brillants PDG comme Serge Tchuruk déclaraient qu'il fallait mettre en place "une industrie sans usines". Nous avons sous les yeux les résultats de cette politique après trente ans d'Union Européenne (Traité de Maastricht de 1992), de BCE et vingt ans d'euro, pendant lesquels notre pays a été dépouillé de sa souveraineté monétaire, budgétaire, économique diplomatique et militaire (OTAN) au profit des multinationales et des puissances étrangères (comme la guerre en Ukraine le montre de façon évidente !). Le paysage de la France, c'est donc le chômage de masse, des salaires de misère (20 % des salariés sont au SMIC), l'ubérisation voulue par E. Macron, une paupérisation qui s'envole, des logements inabordables, une éducation en faillite, une industrie moribonde, une énergie dont les prix deviennent hors de portée des ménages modestes, une inflation bientôt à deux chiffres, un État social attaqué de toutes parts, un État anti-démocratique briseur de grève (comme les récentes "réquisitions" l'ont encore démontré) !

II- Que faire pour en sortir ?

Les français savent désormais que nous ne sortirons pas du capitalisme par les seules urnes. Le système politique est bloqué par l'oligarchie qui se réserve tous les postes clés : l'État et les ministères, les cabinets ministériels, l'administration centrale et territoriale, les cadres de l'armée, ceux de la police, les postes d'évêques et d'archevêques, les magistrats supérieurs de la justice, les directions des médias tenues par neuf milliardaires qui transforment le beau métier de journaliste en auxiliaire du pouvoir, la direction de ce qui reste d'entreprises dans le pays lorsqu'elles n'ont pas été délocalisées voire supprimées, tous les appareils idéologiques et répressifs de l'État, et bientôt la surveillance numérique de la population.

Les élections ont été transformées en théâtre d'ombres inopérant puisque l'État a été dépouillé de toutes

ses compétences nationales, les partis politiques en écuries de steeple-chase pour l'occupation des postes et des places dans le système capitaliste et "représentatif" ; ceci expliquant que plus de 60 % des électeurs inscrits refusent désormais de voter. □□ Dans ces conditions comment mettre fin à ce régime politique autoritaire et à cette oligarchie bureaucratique ?

Nous pensons qu'il faut lancer des offensives générales dans le corps social, dans les quartiers populaires urbains, à la campagne dans les bourgs et villages, partout dans la société, dans les associations, avec les formations politiques qui n'ont pas parties liées avec l'oligarchie, à la base et au sommet.

Nous ne viendrons pas à bout de ce système si un vaste mouvement social n'exerce pas une pression puissante sur les forces des classes dirigeantes au point de les obliger à céder. Car elles ne céderont que par un rapport de forces qui empêchera toute tentative de violence de leur part. Il ne faut jamais oublier qu'elles sont capables d'employer tous les moyens à leur disposition pour imposer au peuple leur domination.

La répression sauvage et dans le sang de toutes les révolutions populaires comme le 9 thermidor 1794, les fusillades de juillet 1830, de juin 1848, les massacres de mai 1871, les répressions de tous les mouvements sociaux de Clémenceau ("premier flic de France") jusqu'au sinistre et "socialiste" Jules Moch et aux ministres actuels de l'Intérieur (de M. Valls à G. Darmanin) qui ont sauvagement réprimé le mouvement des Gilets Jaunes, le démontrent amplement. □□

Dès lors il faut attaquer les classes dominantes sur tous les fronts ! En bas, dans l'horizontalité, en creusant, pénétrant et sapant toutes les structures de la société capitaliste, comme les rhizomes serpentent sous terre et ouvrent des brèches dans tout le tissu social pourri par la domination idéologique de classe de la bourgeoisie, et en haut dans la verticalité, dans tous les quartiers généraux, dans tous les états-majors des courroies de transmission de la classe dominante, dans tous les centres de commandement de ses structures, dans tous les partis et syndicats, associations et organisations, afin de disputer à la bourgeoisie le monopole de la direction politique qu'elle confisque depuis deux siècles et demi dans le pays !

□□ Alors ? "Rhizome révolutionnaire" à la Gilles Deleuze ou "parti d'avant-garde" à la Vladimir Ilitch Lénine ?

Les deux mon capitaine !

Jean-Michel Toulouse